



Jeudi 17 Mars 2022

## Une AG 2022 dynamique pour la souveraineté alimentaire et une agriculture moins dépendante

De nombreux paysan.nes se sont retrouvé·es pour l'assemblée générale de la Confédération paysanne de l'Ardèche ce jeudi 17 Mars à Veyras. L'occasion de revenir sur une année syndicale très active lors de laquelle la Conf' a défendu sans relâche les paysan.nes collectivement (Gel, PAC, Flavescence dorée, foncier agricole, installations paysannes...), mais également individuellement à la suite de nombreuses sollicitations balayant les différents domaines de l'activité agricole (défenses foncières, recours auprès de l'administration suite à instruction de dossiers PAC ou auprès de la MSA, dégâts de gibier, prédatation...). Cette activité syndicale ainsi que la volonté d'informer et d'accompagner le maximum de paysan.nes ardéchois dans leur quotidien sont de plus en plus reconnues par le monde agricole ardéchois puisque le nombre d'adhérent.es a de nouveau fortement augmenté de plus de 12 % en 2021.

Cette Assemblée Générale s'est néanmoins déroulée dans un contexte géopolitique internationale très incertain. Nous réaffirmons dans un premier temps notre soutien le plus entier aux Ukrainiennes et Ukrainiens, premières victimes de cette guerre, ainsi qu'aux Russes qui s'opposent au régime totalitaire de Vladimir Poutine.

Concernant les impacts de cette situation de guerre sur notre agriculture et notre alimentation, nous dénonçons l'instrumentalisation indécente et malsaine de la FNSEA qui souhaite profiter de la période pour éteindre toutes velléités de transition sociale et écologique du modèle agricole, en présentant, de concert avec le Ministre Denormandie, le productivisme comme LA solution.

En réalité, les conséquences agricoles de la guerre en Ukraine ont dévoilé 7 des grandes dépendances du modèle agricole productiviste : dépendance aux engrains de synthèse, à l'alimentation animale importée, aux marchés financiers, au libre-échange et à l'export, à la captation d'aides publiques, aux multinationales semencières, aux banques.

Face à ce constat, nous portons un projet fort et y opposons les solutions de l'agriculture paysanne : polyculture-élevage et déspecialisation des territoires, autonomie alimentaire et lien au sol, sobriété énergétique, affranchissement progressif des engrains de synthèse, pratiques agro-écologiques, régulation des échanges internationaux pour un commerce international équitable, protection absolue des terres agricoles et leur vocation alimentaire.

Alors que le gouvernement vient d'annoncer le volet agricole de son « plan de résilience », nous dénonçons l'énième plan de sauvetage d'un modèle agro-industriel dépassé qui garde les paysan.nes sous dépendance ainsi que les populations qu'il prétend nourrir. Nous continuons pourtant de demander la mise en place de mesures urgentes et structurelles pour sortir de ces dépendances :

- **Le contrôle du prix des céréales et l'arrêt de la spéculation sur les produits alimentaires** pour permettre l'approvisionnement de populations qui seraient en risque de pénurie et sécuriser les élevages locaux.
- **Un accompagnement d'urgence pour les éleveurs et éleveuses dépendant.es de l'achat d'alimentation animale**, assorti obligatoirement pour les unités de production hors-sol, d'un plan de désendettement et de désintensification de la production animale industrielle.
- **L'interdiction immédiate de cultures énergétiques alimentaires pour la méthanisation et la fabrication d'agro-carburants.** Cela permet de libérer 3 à 5 % de la surface agricole française pour la production alimentaire !
- **Un moratoire immédiat sur tous les projets d'artificialisation de terres agricoles** pour préserver le potentiel agricole français et tendre vers la souveraineté alimentaire

Nous resterons mobilisé·es au quotidien pour porter haut et fort notre projet d'agriculture paysanne. Des prix minimum d'entrée à la sécurité sociale de l'alimentation, des solutions pertinentes existent sur le plan économique, social et environnemental pour construire un monde plus juste basé sur l'autonomie de la production, la rémunération des travailleur·ses, le droit à une alimentation de qualité pour tou·tes.

Nous savons qu'un autre modèle est non seulement possible mais nécessaire pour assurer un avenir paisible aux générations à venir. C'est le sens de notre engagement chaque jour sur le terrain auprès des paysan·nes ardéchois·es.